

Extractivismes verts : le gouvernement de la transition énergétique au ras du sol

Green extractivism: the government of the energy transition at ground level

Responsables scientifiques :

Doris Buu-Sao, Université de Lille – CERAPS, doris.buusao@univ-lille.fr

Leny Patinaux, Université de Lille – CERAPS, leny.patinaux@univ-lille.fr

Malgré la conscience accrue des « limites de la croissance » (Meadows et al. 1972), la pression anthropique sur l'environnement ne cesse de s'accroître. Penser le « schisme de réalité » (Aykut et Dahan 2014) entre la connaissance partagée des dégâts environnementaux et la faiblesse des actions publiques engagées pour y faire face est aujourd'hui un enjeu majeur (Pestre 2020). À l'heure de l'impératif de transition énergétique (Aykut, Evrard et Topçu 2017), nous proposons de questionner les promesses d'un possible verdissement du capitalisme par l'étude des politiques de transition énergétique depuis les territoires où elles se déploient.

Les activités industrielles déployées en réponse à la crise climatique sont de plus en plus analysées comme relevant d'un « extractivisme vert » (Dunlap et Jakobsen 2020). D'abord forgé en Amérique latine au sujet de l'extraction minière et d'hydrocarbures ou encore de l'agro-business, l'extractivisme désigne un régime global d'accaparement massif des ressources aux dépens de territoires périphériques (Gudynas 2019). Or, la production industrielle d'énergie renouvelable dépend de l'extraction polluante de minerais (Raman 2013; International Energy Agency 2021) et du déploiement d'installations éoliennes ou photovoltaïques, par exemple, qui génèrent différentes nuisances (Argenti et Knight 2015). Si les Suds sont concernés en premier plan (Boyer et Howe 2015), les régions rurales et périphériques des Nordes sont également la cible des investisseurs (Franquesa 2018).

Ces développements récents sur la matérialité de la transition énergétique ont surtout attiré l'attention de géographes, anthropologues et sociologues des sciences et des techniques. Nous proposons, depuis la science politique, d'apporter un éclairage complémentaire sur l'extractivisme vert et ses critiques en interrogeant les modes de gouvernement (Pestre 2014) locaux de projets industriels qui donnent forme à la transition énergétique. Au croisement de la sociologie politique de l'environnement, de l'action publique et des mobilisations, nous invitons à considérer l'ordonnement de discours, pratiques, savoirs, instruments, institutions et acteurs qui façonnent l'extractivisme vert ou s'y confrontent.

De quelles manières les modes de gouvernement qui se déploient autour de ces projets contribuent-ils à la perpétuation d'un capitalisme vert ? Afin de traiter cette question, nous proposons d'adopter une approche « au ras du sol » pour donner à voir la pluralité des logiques d'action qui s'articulent aux matérialisations de la transition énergétique. En étudiant l'inscription locale d'installations qui contribuent à la production industrielle d'énergie renouvelable sur des terrains variés, dans les Suds comme dans les Nordes, les communications pourront s'inscrire dans l'un des axes suivants.

Le premier axe portera sur la spatialité de l'extractivisme vert. Comment des acteurs industriels et/ou politiques produisent-ils des territoires périphériques, en crise ou « en friche » (Franquesa 2020) sur lesquels l'accaparement des ressources est rendu souhaitable et possible ? Comment certains territoires sont-ils marqués par la dissémination d'installations de production d'énergie renouvelable ? Ces dernières s'inscrivent-elles dans une histoire

industrielle ancienne, ou s'agit-il au contraire de nouveaux territoires dans lesquels sont repoussées les frontières de l'extraction ?

Un deuxième axe s'intéressera à l'accumulation historique des impacts environnementaux de l'extractivisme. Comment les dégâts industriels passés, mais aussi l'anticipation des impacts futurs, sont-ils pris en compte dans la régulation publique et privée de l'accumulation des impacts anthropiques sur l'environnement ? Et de quelle manière cette régulation fait-elle face à différentes activités de dénonciation de l'extractivisme vert ?

Un troisième axe interrogera les modalités d'exploitation du travail et de la biosphère (Moore 2015) qui rendent l'extractivisme vert profitable. Les communications pourront questionner en particulier la construction sociale, industrielle mais aussi politique de la nature comme une ressource « renouvelable » (Bakker et Bridge 2006). Comment ces promesses et pratiques d'extraction verte ouvrent-elles des possibilités d'accumulation économique, en même temps qu'elles contraignent l'énonciation de la critique ?

Les propositions de communications d'une longueur approximative de 5 000 signes devront comporter une courte bibliographie, et sont attendues pour le 2 novembre 2021. Les textes des communications seront à remettre pour le 10 juin 2022.

Despite increased awareness of the "limits to growth" (Meadows et al. 1972), anthropogenic pressure on the environment continues to grow. There is now a major issue to think about the "schism of reality" (Aykut and Dahan 2014) between the shared knowledge of environmental damage and the weakness of public actions taken to address it (Pestre 2020). At a time of the energy transition imperative (Aykut, Evrard, and Topçu 2017), we propose to question the promises of a possible greening of capitalism through the study of energy transition policies from the territories where they are deployed.

Industrial activities deployed in response to the climate crisis are increasingly analysed as a "green extractivism" (Dunlap and Jakobsen 2020). First developed in Latin America in relation to mining and hydrocarbon extraction but also about agribusiness, extractivism refers to a global regime of massive resource grabbing at the expense of peripheral territories (Gudynas 2019). Yet, the industrial production of renewable energy depends on the polluting extraction of minerals (Raman 2013; International Energy Agency 2021), and on the deployment of wind or photovoltaic installations, for example, which generate various nuisances (Argenti and Knight 2015). While the Global South is primarily concerned (Boyer and Howe 2015), rural and peripheral regions in the North are also the target of investors (Franquesa 2018).

These recent developments on the materiality of the energy transition have mostly been studied by geographers, anthropologists and sociologists of science and technology. From a political science perspective, we propose to shed additional light on green extractivism and its critics by interrogating the local modes of government (Pestre 2014) of industrial projects that give shape to the energy transition. At the intersection of political sociology of environmental, public action, and mobilizations, we invite to study the ordering of discourses, practices, knowledge, instruments, institutions, and actors that shape or confront green extractivism.

How do the modes of government deployed around these projects contribute to the perpetuation of a green capitalism? In order to address this question, we propose to adopt a "ground level" approach to grasp the plurality of logics of action that hinge on the materializations of the energy transition. By studying the local inscription of installations that contribute to industrial production of renewable energy on various terrains, in the South as well as in the North, the communications might fit within one of the following axes.

The first axis will focus on the spatiality of green extractivism. How do industrial and/or political actors produce peripheries, territories in crisis or "wastelands" (Franquesa 2020) in

which resource grabbing is made desirable and possible? How are certain areas marked by the dissemination of renewable energy production facilities? Are they part of an ancient industrial history, or are they new territories in which the frontiers of extraction are being pushed back?

A second axis will focus on the historical accumulation of environmental impacts of extractivism. How are past industrial damages, but also the anticipation of future impacts, taken into account in the public and private regulation of the accumulation of anthropogenic impacts on the environment? And how does this regulation deal with different protest activities against green extractivism?

A third axis will question the modalities of exploitation of labour and the biosphere (Moore 2015) that make green extractivism profitable. Papers may question in particular the social, industrial, but also political construction of nature as a "renewable" resource (Bakker and Bridge 2006). How do these promises and practices of green extractivism open up possibilities for economic accumulation, at the same time as they constrain the statement of critique? Paper proposals of approximately 5,000 characters should include a short bibliography; they are due by November 2, 2021. The texts of the accepted papers will be due by June 10, 2022.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun des responsables scientifiques de la ST avant le 2 novembre 2021.

Paper proposals must be sent by e-mail to each of the panel's conveners before November 2nd, 2021.

Références / References

- ARGENTI Nicolas et KNIGHT Daniel M., 2015, « Sun, wind, and the rebirth of extractive economies. Renewable energy investment and metanarratives of crisis in Greece », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 21, n° 4, p. 781-802.
- AYKUT Stefan C. et DAHAN Amy, 2014, « La gouvernance du changement climatique. Anatomie d'un schisme de réalité » dans Dominique Pestre (ed.), *Le gouvernement des technosciences. Gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945*, Paris, La Découverte, p. 97-132.
- AYKUT Stefan C., EVRARD Aurélien et TOPÇU Sezin, 2017, « Avant-propos. Au-delà du consensus: l'impératif de la "transition énergétique" à l'épreuve du regard comparatif », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 24, n° 1, p. 7-15.
- BAKKER Karen et BRIDGE Gavin, 2006, « Material worlds? Resource geographies and the "matter of nature" », *Progress in Human Geography*, vol. 30, n° 1, p. 5-27.
- BOYER Dominic et HOWE Cymene, 2015, « Aeolian extractivism and community wind in southern Mexico », *Public Culture*, vol. 28, n° 2, p. 215-235.
- DUNLAP Alexander et JAKOBSEN Jostein, 2020, *The Violent Technologies of Extraction. Political Ecology, Critical Agrarian Studies and the Capitalist Worldeater*, Londres, Palgrave MacMillan, 164 p.
- FRANQUESA Jaume, 2020, « Haciendo y deshaciendo baldíos. Dinámicas de valor y conflictos energéticos en la Cataluña Sur », *Revista andaluza de antropología*, n° 18, p. 77-97.
- FRANQUESA Jaume, 2018, *Power Struggles. Dignity, Value, and the Renewable Energy Frontier in Spain*, Bloomington, Indiana University Press, 264 p.
- GUDYNAS Eduardo, 2019, « Development and nature. Modes of appropriation and Latin American extractivisms » dans Julie Cupples, Marcela Palomino-Schalscha et Manuel Prieto (eds.), *The Routledge Handbook of Latin American Development*, Londres; New York, Routledge, p. 389-399.
- INTERNATIONAL ENERGY AGENCY, 2021, *The Role of Critical World Energy Minerals in Clean Energy Transitions*, International Energy Agency.
- MEADOWS Donella, MEADOWS Dennis, RANDERS Jørgen et BEHRENS William, 1972, *The limits to growth*, New York., Universe books, 205 p.

- MOORE Jason W., 2015, *Capitalism in the Web of Life. Ecology and the Accumulation of Capital*, New York, Verso, 336 p.
- PESTRE Dominique, 2020, « Comment l'environnement a été géré depuis 50 ans. Anatomie d'un échec » dans Eve Chiapello, Antoine Missemmer et Antonin Pottier (eds.), *Faire l'économie de l'environnement*, Paris, Presses des Mines, p. 17-36.
- PESTRE Dominique, 2014, « Introduction. Du gouvernement du progrès technique et de ses effets » dans Dominique Pestre (ed.), *Le gouvernement des technosciences*, Paris, La Découverte, p. 7-30.
- RAMAN Sujatha, 2013, « Fossilizing Renewable Energies », *Science as Culture*, vol. 22, n° 2, p. 172-180.